

APPEL À CELLES ET CEUX QUI NE VEULENT PAS ACCOMPAGNER LA RÉFORME DES RETRAITES MAIS LA COMBATTRE.

La dernière crise est venue alimenter une nouvelle fois le discours des nécessités économiques de « la conjoncture », de la compétitivité. Lequel discours présente comme mal nécessaire, comme fatalité, les régressions sociales les plus scandaleuses.

C'est le cas précisément des retraites qu'on nous présente comme désormais impossible à financer : « les français vivraient trop vieux », « il n'y aurait pas assez de cotisants », etc. A ces arguments fallacieux, on opposera facilement qu'à la Libération, lorsque le système par répartition a été mise en place, la France était exsangue, dévastée, que la productivité, comme la richesse produite étaient sans commune mesure avec celles d'aujourd'hui.

Soyons clairs, il n'y a donc pas de « problème » de financement des retraites.

Le seul problème est de savoir comment l'argent qui est produit par la collectivité, les travailleurs/euses, va pouvoir être arracher aux mains des capitalistes qui se le sont accaparés avec la complicité des gouvernements successifs depuis 30 ans.

C'est ce qu'un certain nombre de discours, notamment ceux de la CFDT et du P.S. feignent d'ignorer. Ces derniers ont en effet fait leur la vraie devise de Sarkozy : « travailler plus pour gagner moins ». Ils nous proposent gentiment de maintenir l'âge légal de départ à la retraite à 60 ans, tout en allongeant « progressivement » la durée de cotisations. De quoi accentuer la pression sur le marché du travail, baisser le niveau des pensions de ceux qui, très nombreux, ne seront pas parvenus à atteindre ces 41,5 ; 42 ans,... de cotisations.

On nous dit également qu'il faut penser à 2012, que l'on peut dormir tranquille en pensant que le P.S. maintiendra le départ à 60 ans...mais augmentera la durée de cotisation ! Mais cette obsession pour 2012 n'a qu'une issue : la passivité du peuple en matière politique et la résignation aux desiderata du capitalisme par l'entremise directe ou indirecte du « socialiste » Strauss-Kahn actuellement à la tête du FMI. Chacun sait pourtant que les grandes conquêtes sociales n'ont pas été obtenues lorsque le peuple attendait sagement que ses chers représentant-es lui imposent leurs vues mais lorsque celui-ci s'est emparé sans autorisation des problèmes publics -que l'on voulait régler en privé- lors de grèves générales avec occupation, inscrites dans la durée.

Aussi ces journées d'action ponctuelles espacées les unes des autres sans mot d'ordre clair de grève sont non seulement funestes pour le mouvement mais sont de plus infantilisant pour tout un chacun-e car nous sommes mis-es dans la position de suivre sans discuter les mots d'ordre et les revendications qui nous sont imposés d'en haut. Nous refusons cette stratégie des journées d'action éparpillées qui vise à canaliser notre colère et donner du poids aux « partenaires sociaux » pour négocier les conditions de notre défaite. Si les journées d'actions des quatre dernières années avaient été des journées de grève générales successives, beaucoup n'auraient pas perdu d'argent inutilement, puisque le blocage de l'économie imposé aurait obligé les gouvernements successifs à se plier à nos revendications. Le retrait n'est pas négociable et si alternative à la « réforme » il devait y avoir, celle-ci devrait être imposée par les assemblées générales.

Cette construction démocratique du mouvement serait à part entière un moyen de mobilisation puisqu'elle en appellerait aux capacités de chacun et non aux seules capacités des responsables prétendument « compétents ». Mais il faut croire que certain-es la redoutent...

Nous travailleurs/euses précaires, étudiant-es précarisés au devenir professionnel incertain, chômeurs de longue durée,... ne parviendront pas à réunir ces 40 ou pire ces 42 ans... de cotisations avant 80 ans. Ou plus probablement, nous n'y parviendrons jamais. De fait, quand bien même la question du partage du travail serait posé dans les temps à venir, cela ne résoudrait pas le problème des ressources de misère qui sont et seront allouées de plus en plus à ceux qui n'auront pas ou n'ont pas d'ores et déjà toutes ces années de cotisations à faire valoir. A ce rythme, il en sera pour nous comme il en est actuellement pour de nombreuses personnes retraitées obligées de travailler du fait de l'insuffisance de leur pension de retraite, souvent proches du minimum vieillesse. C'est pourquoi au delà du juste retrait de la « réforme » des retraites, il est nécessaire d'exiger sans délais le relèvement substantiel du minimum vieillesse, de réaffirmer la nécessité de revenus inconditionnels pour chacun, etc. Nous pensons qu'il faut sortir des postures défensives qui nous conduisent à accompagner le mouvement de régression sociale. Il nous faut tenir dans le même temps les revendications du retrait des projets gouvernementaux et celles de nouveaux droits. Aurait-on également oublié ou zappé les motifs qui nous faisaient défiler à 2 ou 3 millions ces derniers mois ?

- _ **Retrait pur et simple de la « réforme » des retraites !**
- _ **Pour le blocage de l'économie et la grève générale reconductible dès le 23 septembre au soir !**
- _ **Organisons des coordinations locales et à la base !**
- _ **Bousculons et réapproprions-nous les mots d'ordre et le cadre revendicatif du mouvement !**
- _ **Établissons partout des liaisons avec les lycéen-es, les salarié-es, les chômeurs, les retraité-es, les étudiant-es, les paysan-es !**

**RENDEZ-VOUS POUR UNE ASSEMBLÉE GÉNÉRALE POUR TOUS CELLES ET CEUX QUI
VEULENT COMBATTRE CETTE RÉFORME LE 23 SEPTEMBRE À 10H30, PLACE DE LA GARE, À
RENNES !**